

BOLSA FAMÍLIA ET REDISTRIBUTION DES REVENUS AU BRÉSIL

IMPACTS ET DÉFIS POLITIQUES

Marcos Vinicius Chiliatto-Leite*

*Conseiller économique
auprès de la mission
brésilienne à la Banque
interaméricaine de
développement (BiD) et
doctorant en économie.

Introduction

Au cours des dernières années, le Brésil s'est efforcé de réduire les taux de pauvreté et d'inégalités. Pour atteindre cet objectif, une série d'instruments politiques a été utilisée et a eu des résultats importants. Le *Programa Bolsa Família* (Programme Bourse Familiale, PBF), un programme de transfert conditionnel de fonds, en faisait partie. Ce bref article présentera le PBF, l'importance du salaire minimum et abordera rapidement les défis du processus de réduction des inégalités au Brésil.

Entre 2003 et 2011, Souza et Osorio¹ montrent que le coefficient de GINI² a baissé de 9,2 %. Au cours de la même période, le taux de pauvreté extrême est passé de 8 % à 3 %, et le taux de pauvreté a chuté de 16 % à 6 %. La CEPAL (Comisión Económica para América Latina y el Caribe)³ a présenté en 2014 des résultats similaires pour le Brésil, en estimant les variations d'inégalités sur les périodes 2002-2008 et 2008-2013. En utilisant le coefficient de GINI⁴, l'inégalité au Brésil a diminué en moyenne d'1 % par an entre 2002 et 2008, et de légèrement plus d'1 % par an entre 2008 et 2013, après la crise financière internationale ; l'indice de Theil⁵ montre que, pendant la première période, les inégalités ont été réduites en moyenne de 2 % par an, alors qu'elles ont chuté de plus 4 % par an au cours de la seconde période ; en utilisant l'indice d'Atkinson (revenu aversion paramètre, $\epsilon=1,5$), les résultats montrent que les inégalités au Brésil ont diminué d'un peu plus de 2 % par an au cours des deux périodes. De plus, avec les données présentées par la CEPAL, le tableau 1 ci-dessous montre que la part de revenus des 40 % les plus démunis a augmenté entre 2001 et 2013, passant de 10,2 % à 14,4 % du revenu total, alors que les 10 % les plus riches sont passés sur la même période de 46,8 % à 38,9 % du revenu total.

1. Pedro Herculano Souza et Rafael Guerreiro Osorio, *O perfil da pobreza no Brasil e suas mudanças entre 2003 e 2011*, in Tereza Campello et Marcelo Côrtes Neri [Orgs], *Programa Bolsa Família: uma década de inclusão e cidadania*, Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA), 2013.

2. D'après l'Insee, le coefficient de GINI est un indicateur d'inégalités de salaires (revenus, niveaux de vie, etc.).

3. Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), *Panorama Social de América Latina*, Santiago de Chile, 2014.

4. CEPAL, *op.cit.*, 2014.

5. L'indice de Theil est un indice de mesure des inégalités.

Co-animé par Jean-Jacques Kourliandsky, chercheur à l'Iris et le député Eduardo Rihan-Cypel, l'Observatoire de l'Amérique latine s'attache à décrypter l'actualité politique et les enjeux considérables que représente aujourd'hui l'Amérique latine, enjeux géopolitiques bien entendu mais aussi enjeux pour la gauche française et européenne, les gauches latino-américaines constituant de véritables expériences à observer et comprendre.



BOLSA FAMÍLIA ET REDISTRIBUTION DES REVENUS AU BRÉSIL

IMPACTS ET DÉFIS POLITIQUES

Tableau 1 : Brésil : distribution des revenus des ménages (1990 – 2013)

Année	Part du revenu total (%)			
	40 % les plus démunis	30 % Suivants	20 % avant les 10 % les plus riches	10 % les plus riches
1990	9,5	18,6	28,0	43,9
1999	10,1	17,3	25,5	47,1
2001	10,2	17,5	25,5	46,8
2013	14,4	21,1	25,6	38,9

Source : CEPAL (2014)

Même si la pauvreté et les inégalités ont diminué au Brésil, la société reste inégale. Ce haut niveau d'inégalités se voit dans le coefficient de GINI – 0,553 en 2013 (calculé par la CEPAL) – ainsi que sur le tableau 1 qui indique que les 10 % les plus riches (issus des données des ménages) possèdent toujours près de 40 % du revenu total, alors que les 40 % les plus démunis gagnent autour de 14 % du revenu total. Ces chiffres contrastent, non seulement avec les chiffres des pays de l'OCDE, mais aussi avec ceux de l'Amérique latine. En Argentine, par exemple, le coefficient de GINI était de 0,475 en 2012, et les 10 % les plus riches possédaient 28,8 % du revenu national, tandis que les 40 % les plus démunis gagnaient 18,2 % du revenu. Il est donc clair que même si beaucoup de choses ont changé au Brésil, il reste encore beaucoup à faire pour obtenir une distribution plus juste du revenu.

Il est important de souligner que la baisse des inégalités au Brésil est survenue à un moment où les pays développés connaissent le processus inverse, c'est-à-dire une concentration de revenus. La distribution plus égalitaire des revenus au Brésil (même si le niveau de départ était bien moins égalitaire) a amené le monde entier à se pencher sur le pays et sa politique. C'est pourquoi le programme de transfert conditionnel de fonds *Programa Bolsa Família* est un des plus commentés au monde. Il est important de noter que même si cette politique concentrée sur la pauvreté était très importante, le Brésil a également utilisé d'autres politiques, y compris d'autres transferts comme des retraites non obligatoires (indexées au salaire minimum), une augmentation systématique du salaire minimum avec application de la formalisation du travail, et des politiques sociales universelles comme l'accès à l'éducation et à la santé de façon publique et gratuite.

Après la présentation des principales réussites des politiques appliquées au Brésil, parmi lesquelles le PBF et le salaire minimum, cet article se concentrera sur les limites de la distribution du revenu, soulignant bien que la limite est politique, en particulier dans la société brésilienne, qui présente des disparités historiques, et où les classes les plus élevées ont l'habitude de jouir de certains privilèges et d'une différenciation économique, sociale et politique. Les récentes élections et le début agité du second mandat de la présidente Dilma Rousseff montrent que n'importe quel changement effectué dans une société très

BOLSA FAMÍLIA ET REDISTRIBUTION DES REVENUS AU BRÉSIL

IMPACTS ET DÉFIS POLITIQUES

inégalitaire peut générer des troubles sociaux et politiques, qui peuvent alors affecter le processus de réduction des inégalités.

Le Programa Bolsa Família

Le *Programa Bolsa Família* a été mis en place en 2003, avec l'objectif de lutter contre la pauvreté et les inégalités. Depuis sa création, il a constamment été réévalué et amélioré. Le programme accorde un revenu complémentaire aux familles démunies et prévoit également l'attribut de droits sociaux. Cela signifie que les familles très démunies ou démunies ont accès à un revenu complémentaire, tant que les bénéficiaires suivent les conditionnalités dans des secteurs tels que : la santé, l'éducation et les soins sociaux. L'objectif principal était de réduire la pauvreté, la faim, d'offrir de meilleures conditions de vie aux enfants et adolescents, afin de réduire le taux de déscolarisation et d'améliorer les résultats scolaires, et enfin de lutter contre les mauvaises conditions de santé, et en particulier d'améliorer les soins préventifs. Le PBF a donc été mis en place pour tenter d'interrompre le cycle intergénérationnel reproductif de pauvreté⁶.

Instauré au début du mandat du président Lula, le PBF est un programme de lutte contre la pauvreté, mis en place avec une série de politiques en faveur de l'inclusion sociale et du développement économique. Cette série de politiques comprenait le renforcement des systèmes publics, gratuits et universels d'éducation et de santé, définis dans la Constitution fédérale de 1988, et abordait également le salaire minimum, le renforcement du système de formalisation du travail, le renforcement des programmes d'agriculture familiale, l'élargissement de l'étendue des retraites publiques, les programmes de logement et autres initiatives et types de transferts de fonds.

En ce qui concerne le montant des transferts effectués par le PBF, les allocations sont accordées aux familles avec un revenu par tête de moins de 77,00 R\$ (extrêmement démunies) et entre 77,01 R\$ et 154,00 R\$ (démunies). L'allocation basique représente 77,00 R\$, et d'autres allocations sont ajoutées si : (1) la famille a un enfant entre 0 et 15 ans (+ 35,00 R\$); (2) la famille comprend une femme enceinte (+ 35,00 R\$); (3) la famille a un enfant entre 0 et 6 mois (+ 35,00 R\$); (4) la famille a un adolescent entre 16 et 17 ans. Les allocations de (1) à (3) peuvent être accumulées, jusqu'à 5 allocations supplémentaires par famille; la (4) peut être allouée deux fois à une famille. De plus, des calculs spécifiques peuvent être faits au cas par cas afin d'assurer aux familles un revenu supérieur au seuil de pauvreté extrême. Le mécanisme appelé « Cadastro Unico » garantit le contrôle et l'identification socioéconomique des familles et permet à un pays de la taille du Brésil de modifier efficacement les politiques sociales. Les familles recevant des allocations doivent s'assurer que leurs enfants vont à l'école fréquemment et qu'ils

6. Comme cela a été présenté en 2013 par Tereza Campello, ministre du Développement social et de la lutte contre la faim.

BOLSA FAMÍLIA ET REDISTRIBUTION DES REVENUS AU BRÉSIL

IMPACTS ET DÉFIS POLITIQUES

NOTE n° 3 - Fondation Jean-Jaurès
Observatoire de l'Amérique latine - 1 septembre 2015

passent des visites médicales préventives. Dans le cas contraire, les allocations peuvent être suspendues ou même annulées⁷.

Avec ce projet, le PBF concerne 13,8 millions de familles, ou près de 50 millions de personnes, soit près d'un quart de la population brésilienne. Les transferts de fonds effectués à cette population ont donc directement contribué à réduire les taux de pauvreté extrême et de pauvreté dont il a été question plus haut. Le PBF est le programme social brésilien le plus étudié. Jannuzzi et Pinto ont dressé une liste de 799 études faites entre 2004 et 2010, comprenant les noms de près de 7000 chercheurs⁸. Plusieurs études ont prouvé que les allocations accordées à ces familles sous ces conditions spécifiques ont permis au PBF de parvenir à une baisse des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté, une diminution des inégalités, de meilleures conditions de nutrition, d'éducation et de santé. Une publication en portugais de l'IPEA (Instituto de Pesquisa Economica Aplicada/ Institut de recherche économique appliquée) et un résumé en anglais⁹, pour les 10 ans du PBF, en exposent les preuves et font état des principaux avantages de ce programme, évoqué plus bas.

Hoffmann explique l'effet de la distribution des transferts sociaux du PBF en analysant l'effet progressif ou régressif de chaque type de source de revenus pour les ménages¹⁰. L'auteur estime si une part de revenu d'une certaine source (loyers, variation d'actifs, salaires, retraites, allocations sociales etc.) augmente ou réduit les inégalités. En d'autres termes, si la part d'une source de revenu est progressive (ou régressive), cela veut dire qu'elle contribue à réduire (ou à augmenter) les inégalités.

L'étude a révélé entre autres que deux transferts de fonds sociaux avaient un impact très progressif : tout d'abord, le *Benefício de Prestação Continuada* (BPC), une allocation accordée aux personnes âgées ou handicapées les plus démunies (une retraite non compensatoire), avait un taux de progression de 0,66. Ensuite, il a été montré que le PBF a un effet progressif de 1,12. Ces mesures signifient que même si ces deux programmes représentent moins d'1 % du revenu total déclaré, l'impact progressif est si important qu'il

7. Comme référence de valeur du real brésilien (R\$), en 2014, la moyenne nominale du taux de change (R\$/US\$) était de 2,35. En utilisant le concept de parité de pouvoir d'achat (PPP), le taux de change (R\$/US\$) était de 2,15 à la fin de l'année 2014. Les deux calculs ont été faits par Ipeadata.

8. Paulo de Martino Jannuzzi et Alexandro Rodrigues Pinto, *Bolsa Família e seus impactos nas condições de vida da população brasileira: uma síntese dos principais achados da Pesquisa de Avaliação de Impacto do Bolsa Família II*, in Tereza Campello et Marcelo Côrtes Neri [Orgs], *Programa Bolsa Família: uma década de inclusão e cidadania*, Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA), 2013.

9. Tereza Campello et Marcelo Côrtes Neri [Orgs], *Programa Bolsa Família: uma década de inclusão e cidadania*, Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA), 2013. Voir aussi Tereza Campello et Marcelo Côrtes Neri [Orgs], *Bolsa Família Program: a decade of social inclusion in Brazil: Executive*, Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA), 2014.

10. Rodolfo Hoffmann, *Transferências de renda e desigualdade no Brasil (1995-2011)*, in Tereza Campello et Marcelo Côrtes Neri [Orgs], *Programa Bolsa Família: uma década de inclusão e cidadania*, Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA), 2013.

BOLSA FAMÍLIA ET REDISTRIBUTION DES REVENUS AU BRÉSIL

IMPACTS ET DÉFIS POLITIQUES

contribue à 16,1 % de la réduction des inégalités au Brésil, selon le coefficient de GINI, sur la période analysée (2001 à 2011).

En ce qui concerne les conditions de vie de la population qui bénéficie du PBF, Jannuzzi et Pinto¹¹ montrent des résultats intéressants concernant l'éducation et la santé : (1) les taux de progression scolaire des enfants bénéficiant du PBF sont supérieurs de 6 points à ceux des enfants avec le même profil socio-économique ne bénéficiant pas du PBF ; (2) le taux de présence à l'école a augmenté dans le Nord-Est (région la plus pauvre du pays) et ceci a permis une diminution du taux de travail des enfants ; (3) les femmes enceintes bénéficiant du PBF se rendent à 1,6 fois plus de visites médicales prénatales que les femmes enceintes au même profil socio-économique ne bénéficiant pas du PBF ; (4) le poids moyen des nouveau-nés dont les mères bénéficient du PBF est plus élevé que celui des enfants dont les mères n'en bénéficient pas (respectivement 3,26 kg et 3,22 kg) ; (5) il y a davantage d'enfants qui ont été exclusivement allaités pendant les six premiers mois de leur vie dans les bénéficiaires que de non bénéficiaires du même niveau socio-économique (respectivement 61 % et 53 %) ; (6) les taux de vaccination chez les enfants bénéficiaires sont également plus élevés, en particulier pour la diphtérie, le tétanos, la coqueluche et la poliomyélite.

Il est important de mentionner que le paiement de l'allocation se fait par carte magnétique (similaire à une carte de débit prépayée). L'utilisateur peut dépenser l'argent comme il l'entend et les cartes PBF sont données en priorité aux femmes. Dans toutes les familles bénéficiaires du PBF, 93 % des propriétaires de la carte sont des femmes. Ceci a mené à un mouvement très important d'émancipation et d'autonomisation des femmes au sein des familles et des communautés locales, comme l'expliquent Rego et Pinzani¹², qui ont interrogé plus de 150 femmes bénéficiaires, dans des régions très pauvres, entre 2006 et 2011.

Un des effets intéressants du PBF va au-delà des effets directs sur la pauvreté et la distribution du revenu, effet également vérifié au niveau macroéconomique. Neri et Al estiment l'effet multiplicateur des transferts *Bolsa Família*, en se basant sur le modèle keynésien. Parmi tous les transferts analysés dans cette étude réalisée en 2013 (assurance emploi, retraites et autres programmes nationaux), le PBF est celui avec l'effet multiplicateur le plus important, égal à 1,78. Cela veut dire qu'une augmentation d'1 % du PIB sur les transferts du PBF ferait augmenter l'activité économique globale d'1,78 %.

11. Paulo de Martino Jannuzzi et Alexandro Rodrigues Pinto, *op. cit.*

12. Walquiria Domingues Rego et Alessandro Pinzani, *Vozes do Bolsa Família: autonomia, dinheiro e cidadania*, Editora UNESP, 2013.

BOLSA FAMÍLIA ET REDISTRIBUTION DES REVENUS AU BRÉSIL

IMPACTS ET DÉFIS POLITIQUES

Enfin, en se basant sur des données de l'évaluation de l'impact de la *Bolsa Família*¹³ et sur d'autres recherches, Jannuzzi et Pinto¹⁴ ont prouvé que la principale critique du PBF était infondée. Rien ne prouve que le programme a provoqué une démobilitation des bénéficiaires sur le marché du travail. Les données montrent que les bénéficiaires (les chefs de famille) ont un certain niveau d'emploi, en cherchant un ou travaillent avec des personnes non bénéficiaires appartenant aux mêmes niveaux socio-économiques. En ce qui concerne les femmes, les données montrent un taux d'employabilité plus faible des bénéficiaires, et un haut risque de chômage pour les non bénéficiaires du même groupe. L'étude argue que les bénéficiaires travaillent souvent quelques heures informelles, au détriment d'un réel contrat, ou qu'elles ignorent qu'elles pourraient travailler tout en pouvant bénéficier des allocations.

L'augmentation du salaire minimum

Il est essentiel d'expliquer, même brièvement, que le gouvernement a pris d'autres initiatives, en plus du PBF, afin de réduire les inégalités. L'augmentation du salaire minimum était une des mesures les plus importantes. Le graphique 1 montre que le taux d'augmentation du salaire minimum réel était systématiquement plus élevé que celui du salaire moyen réel, ce qui nous amène à penser qu'en ce qui concerne le revenu du travail, la part de la population recevant le salaire minimum correspond à la moyenne, et que les inégalités sur le marché du travail ont été réduites. Il est très important de souligner que la part du marché informel a diminué au Brésil, et cela a renforcé la politique en faveur du salaire minimum. De plus, même si le salaire minimum n'est pas garanti sur le marché informel, il est prouvé que l'existence du salaire minimum pousse à une rémunération dans le cadre du marché informel. Ainsi, l'augmentation du salaire minimum affecte directement le marché réel et indirectement le marché informel¹⁵.

13. Le ministère du Développement social et de la lutte contre la faim fournit des micro-données pour l'utilisation publique, connues comme la Recherche sur l'évaluation d'impact de *Bolsa Família*.

14. Paulo de Martino Jannuzzi et Alexandro Rodrigues Pinto, *op. cit.*

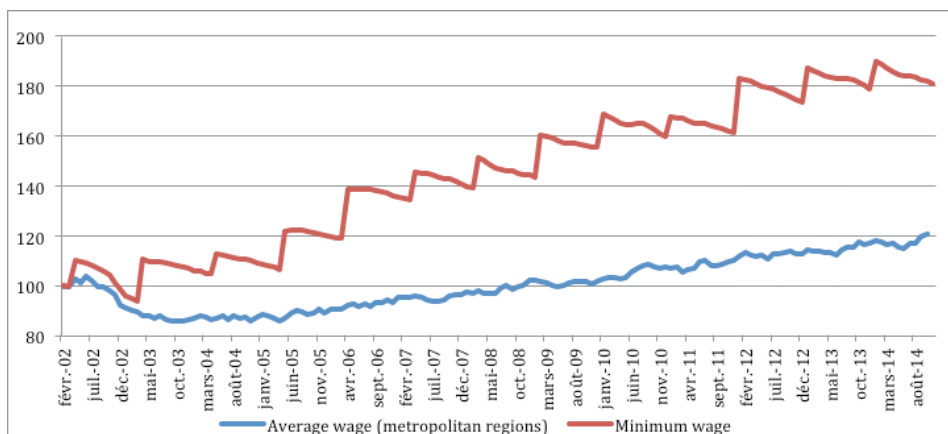
15. Un débat intéressant sur l'informalité au Brésil peut être lu dans DIEESE, *As experiências de diálogo social para a redução da informalidade : modelo de intervenção social no território*, Brasília, Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Socioeconômicos, (DIEESE/BID-FOMIN), 2014.

BOLSA FAMÍLIA ET REDISTRIBUTION DES REVENUS AU BRÉSIL

IMPACTS ET DÉFIS POLITIQUES

NOTE n° 3 - Fondation Jean-Jaurès
Observatoire de l'Amérique latine - 1 septembre 2015

Graphique 1 : Salaire réel moyen et salaire minimum moyen (index : Fév/2002=100)



Source : Ipeadata, élaboré par l'auteur.

En complétant ce point de vue sur le revenu du travail, l'augmentation du salaire minimum a permis au revenu national d'augmenter. Le graphique 2 évalue la variation de la part salariale au Brésil par rapport au concept du coût du travail. Cette analyse repose sur la comparaison de la variation de la productivité avec le salaire moyen au Brésil. La productivité est mesurée grâce à la production physique industrielle et aux heures payées. On part du principe que si la productivité augmente plus que les salaires, l'absorption par les entrepreneurs du revenu total généré sera plus importante que l'absorption du revenu par les travailleurs. Dans ce cas, le coût du travail diminue. Si les salaires augmentent plus que la productivité, l'absorption par les travailleurs est relativement plus élevée, et la part salariale du revenu total augmente, ou le coût du travail augmente¹⁶.

Il est intéressant de noter que la période suivant la crise financière a provoqué une modulation importante sur la part salariale montrée ici. Cet article ne pourra pas détailler les causes de ce changement, mais il est clair qu'après 2008, la part salariale augmente à cause d'une hausse de la productivité plus lente que celle des salaires. Cette pression inflationniste venant du marché du travail, dans un processus de conflit distributif, a finalement mené à une détresse politique et sociale au Brésil. Cela veut dire que la réduction des inégalités et l'augmentation de la part salariale ont alors suscité des oppositions aux politiques de redistribution mentionnées plus haut.

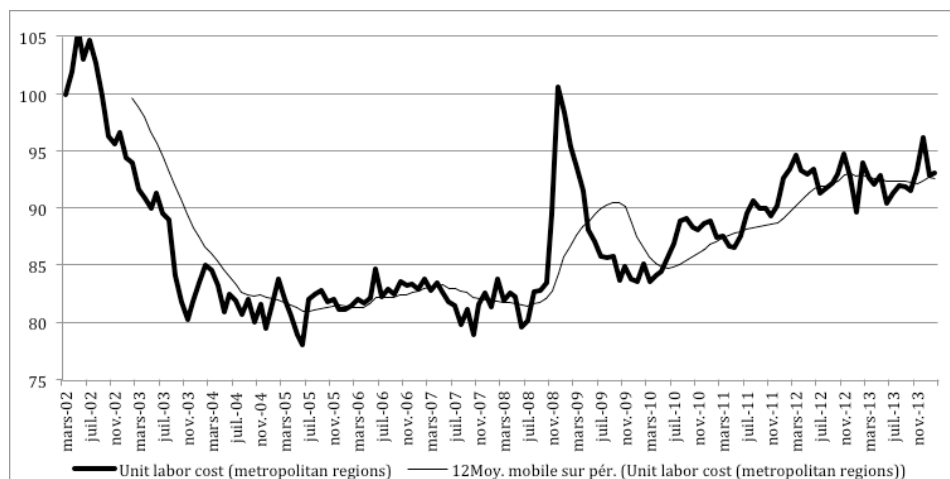
16. La plupart de la documentation écrite à ce sujet utilise le coût du travail comme référence des pressions inflationnistes, ce qui est correct du point de vue de l'inflation liée aux conflits de distribution. Ici, le coût du travail est utilisé comme serveur mandataire de la part salariale.

BOLSA FAMÍLIA ET REDISTRIBUTION DES REVENUS AU BRÉSIL

IMPACTS ET DÉFIS POLITIQUES

NOTE n° 3 - Fondation Jean-Jaurès
Observatoire de l'Amérique latine - 1 septembre 2015

Graphique 2 : Coût du travail



Source : IBGE et Ipeadata, élaboré par l'auteur.

Remarques finales

Le PBF et la politique d'augmentation du salaire minimum, brièvement présentés dans cette note, ont joué un rôle capital dans la réduction de la pauvreté et des inégalités au Brésil. Même s'il est « risqué » pour un économiste de commenter des sujets sociopolitiques, les remarques finales de cet article montrent que les changements de politique de redistribution ont permis de changer également l'environnement sociopolitique brésilien. On le voit clairement aujourd'hui, alors que des groupes de toutes orientations politiques manifestent dans les rues. Évidemment, les scandales de corruption peuvent expliquer une partie des conflits et de l'instabilité politique, mais la raison principale de cette lutte est probablement liée aux récents changements que le Brésil a connus.

La société brésilienne est historiquement basée sur des disparités de revenus, de consommation et de pouvoir, mais également des différenciations politiques et régionales. Récemment, près de 40 millions de personnes ont accédé à la classe moyenne (ou le bas de la classe moyenne) au Brésil, et elles ont, depuis, de meilleurs niveaux de revenus et de consommation. En conséquence de cette augmentation des niveaux de revenu et de consommation, la nouvelle classe moyenne a commencé à partager certains lieux avec des personnes qui appartiennent traditionnellement à la classe supérieure, et qui jouissaient de certains privilèges comme celui d'aller au cinéma, au théâtre, dans des centres commerciaux ou des aéroports. Mais ces espaces doivent maintenant être partagés avec une « nouvelle » classe moyenne, et sont donc parfois un peu surpeuplés. D'autres privilèges ont également été affectés, comme celui de peu payer des fournisseurs de services (femmes de ménage, baby-sitters, jardiniers, etc.). Les salaires des plus démunis ont augmenté plus rapidement que ceux des classes supérieures, ce qui crée chez ces

BOLSA FAMÍLIA ET REDISTRIBUTION DES REVENUS AU BRÉSIL

IMPACTS ET DÉFIS POLITIQUES

NOTE n° 3 - Fondation Jean-Jaurès
Observatoire de l'Amérique latine - 1 septembre 2015

derniers un sentiment de détérioration relative de leur statut par rapport aux personnes appartenant aux classes moyennes ou élevées.

La détérioration de certains privilèges des classes supérieures par le programme *Bolsa Família* et la hausse du salaire minimum a politiquement polarisé la société brésilienne. Alors que l'économie connaissait une phase de croissance et que différents segments de revenu de la société augmentaient (même à des rythmes différents), cette tension sociopolitique se faisait menaçante. Quand l'économie globale ralentit et que la politique intérieure ne suffit pas à maîtriser la situation, le conflit politique surgit et les initiatives visant à réduire les inégalités sont mises à mal.

Les tensions sociales et politiques actuelles au Brésil et les effets sur la réduction des inégalités sont évidemment liés, mais il est difficile de savoir à quel degré. Il est évident que les prochaines étapes pour réduire encore davantage les inégalités dépendront des choix des responsables politiques. Les questions de savoir si le Brésil a encore la capacité de continuer à augmenter le champ d'action du PBF, du salaire minimum et si le pays peut créer un système de taxation plus progressif ne dépendent pas de l'économie, mais principalement de la politique et de la capacité à atteindre un consensus à ce sujet.

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.